

# HAÏTI

nouvelles  
images d'

## EDITORIAL

mai 2008 – n°66

L'ensemble des activités économiques, sociales, politiques et culturelles est aujourd'hui structuré par et autour des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Au premier rang des outils de communication se place bien évidemment Internet avec son essor prodigieux. Le nombre d'internautes, à l'échelle mondiale, est en effet passé de 16 millions, en décembre 1995, à plus 1,043 milliard, en juin 2007. L'accès à ces réseaux est un facteur désormais indispensable de développement économique et culturel. Mais la diffusion de l'outil Internet n'est ni égalitaire, ni équitable sur l'ensemble de la planète. Ainsi en juin 2007, sur un total de 1,043 milliard d'utilisateurs (16 % de la population mondiale), la part de l'Amérique du Nord se monte à 22,2% alors qu'elle représente seulement 5,1% de la population mondiale et celle de l'Europe à 28,5% ; l'Asie (Chine et Japon compris) représente 35,6% des internautes ; l'Amérique Latine et les Caraïbes, 7,8%, l'Afrique 2,3% et le Moyen-Orient 1,8%. Cette répartition n'est aucunement liée à la part respective de ces régions dans la population totale mondiale. Et Haïti dans tout ça ?

## Le Télécentre des Jeunes à Port-au-Prince : un effort pour atténuer la fracture numérique

*Ecrite par Cindy Drogue, volontaire, partie de novembre 2007 à février 2008 en Haïti dans le cadre d'un partenariat entre l'association Echanges et Partenariats, l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), le Collectif Haïti de France, en France, et Alterpresse en Haïti*

Aujourd'hui en Haïti, il n'y a encore que 600 000 personnes en ligne, soit seulement 7,1% de la population totale haïtienne (plus de 8 millions) contre 68,70 % aux Etats-Unis d'Amérique et 43 % en France. C'est le taux de pénétration le plus bas de la région Caraïbes après Cuba (où Internet est censuré). Malgré ce chiffre encore faible, Internet se développe vite en Haïti. Le nombre d'utilisateurs a bondi de 80

000 en 2004 à 600 000 en 2007 selon les statistiques consultées<sup>1</sup>. Mais la manière dont l'outil se diffuse aggrave la fracture numérique. Ainsi une très grande part des internautes haïtiens vivent dans la région urbaine de Port au Prince, la capitale. La très grande majorité ont une formation universitaire, sont de

<sup>1</sup> <http://www.internetworldstats.com>

catégories socio-professionnelles élevées et sont des hommes. Internet et les NTIC se diffusent donc assez rapidement en Haïti mais leur expansion est socialement et géographiquement limitée.

### **La fracture numérique constitue une exclusion sociale**

Les différences statistiques entre les pays du Sud et ceux du Nord concernant l'accès des usagers aux TIC ne sont rien d'autre que le reflet de la fracture socio-économique. L'accès à l'outil constitue donc une condition indispensable à la réduction de l'inégalité dans une société où les groupes sociaux dominants s'organisent autour d'Internet. Le rôle central d'Internet dans toute activité sociale, économique et politique aujourd'hui condamne à la marginalité ceux qui n'y ont pas accès et ceux qui sont incapables de s'en servir efficacement. La différenciation entre connectés et non connectés s'ajoute donc aux facteurs déjà existants d'inégalité et d'exclusion sociale.

### **Deux préalables nécessaires : accès équitable et bon usage**

La notion d'accès équitable implique que toutes les personnes d'une communauté aient la possibilité d'accéder à Internet. Or poser la problématique du développement des TIC en Haïti renvoie à la question fondamentale des infrastructures et des ressources ainsi qu'à l'absence d'un cadre légal et normatif. Certaines villes ne sont alimentées en énergie électrique qu'environ quatre heures par jour, et seulement une partie de l'année !

Si l'accès équitable constitue une condition nécessaire à l'impact social positif d'Internet, son bon usage l'est tout autant. Il faut donc absolument que les populations aient la possibilité d'utiliser stratégiquement l'outil afin qu'il soit porteur d'améliorations et de changements significatifs. Le travail des télécentres va dans ce sens.

### **Qu'est-ce qu'un télécentre ?**

De premier abord, on pourrait penser que les « cybercafés » et les « télécentres » sont semblables puisque tous deux offrent, de manière apparemment identique, un accès Internet partagé entre plusieurs personnes qui ne disposent pas chez elles d'infrastructures d'accès (PC, modem, lignes...). Cependant il y a de grandes différences. Les cybercafés constituent le lieu d'accès public à Internet le plus répandu dans la ville de Port au Prince. Ce sont des espaces commerciaux qui offrent l'accès aux technologies d'information, de communication et de services annexes (impression, appels

internationaux...). L'utilisateur y paye le prix commercial du service prêté (environ 40 gourdes/heure).

Un télécentre (aussi appelé Télécentre Communautaire Informatique) est très différent d'un cybercafé. C'est un lieu où les personnes d'une communauté apprennent, de manière collective, l'usage des nouvelles technologies. Ils payent un prix inférieur au prix du marché. (20gourdes/heure). A Port au Prince, le Télécentre des Jeunes, animé par le Groupe Médialternatif accueille des jeunes filles et des jeunes garçons afin qu'ils cherchent et produisent des connaissances utiles pour améliorer la qualité de vie de leur communauté, afin qu'ils entretiennent des relations avec d'autres communautés, qu'ils publient leurs opinions et relatent la vie de leur région (sur le site du télécentre) et qu'ils essaient ainsi d'échapper à l'exclusion digitale à laquelle ils sont soumis. Tout se passe dans une atmosphère de collaboration mutuelle et de participation citoyenne. Le Télécentre est intégré au tissu social de proximité et propose, par le biais des TIC, des réponses à différents besoins.

Le Télécentre des Jeunes a bénéficié, en 2003, d'un financement du Fonds de l'ONG Oxfam qui a permis le lancement du projet et son fonctionnement durant sa première année. Il a continué à fonctionner à partir de ressources générées et d'appuis ponctuels, en organisant toute une série d'activités d'animation technologique et socioculturelle, dirigée particulièrement vers les jeunes. (voir le site du Télécentre : <http://www.telecentre-haiti.org/>). Depuis janvier 2008, le Télécentre bénéficie à nouveau d'un appui d'Oxfam ; il a lancé un nouveau projet en vue de permettre aux jeunes - en particulier les écoliers et les étudiants, avec une attention spéciale pour les filles - d'accéder aux TIC et à l'appropriation de ces outils technologiques et d'augmenter leur potentiel de connaissances et la maîtrise de leur environnement.

Dans le cadre de ce projet, des animateurs/trices ont été formés non seulement aux techniques des TIC mais aussi aux usages stratégiques de ces outils pour l'inclusion sociale. Les animateurs/trices doivent pouvoir combiner compétences en informatique avec une approche et un accompagnement socio-éducatifs pour garantir la force d'impact social auquel aspire le Télécentre des Jeunes.

L'ensemble de la démarche dans laquelle s'inscrit le Télécentre concourt à ce que les utilisateurs/utilisatrices bénéficient pleinement des informations qui circulent sur Internet et qu'ils/elles

en fassent un usage approprié à leur culture, leurs

besoins, leurs intérêts et leurs aspirations.

## A LIRE, A VOIR, A ECOUTER

### ✓ **Amour, Colère et Folie, de Marie Vieux-Chauvet :**

Edité une première fois en 1968 chez Gallimard, le

roman a dû être immédiatement retiré de la vente, sous les menaces de mort proférées par Duvalier envers son auteur. Lors de sa réédition en 2005, cette trilogie a été saluée par la presse unanime comme un chef-d'oeuvre de la littérature mondiale et considérée comme le « maître livre » de la période Duvalier. Elle nous plonge dans les passions sociales, raciales et sexuelles d'une ville tenue sous la coupe d'un dictateur et de ses « diables », les « hommes en noir ».\*.

Adaptation au théâtre. Editions Zellige, 23 euros.

## L'ACTUALITE DU MOIS

### **Difficile désignation au poste de Premier Ministre**

Ericq Pierre avait été nommé Premier Ministre par René Préval le 27 avril. Cet agronome de formation, actuellement conseiller pour Haïti auprès de la BID (Banque Interaméricaine de Développement), avait déjà été désigné en 1999 comme Premier Ministre mais n'avait pas reçu l'aval du Parlement.

Cette fois encore, sa désignation, acceptée par le Sénat, a été rejetée par le Parlement (par 51 voix contre 35 et 9 abstentions).

Le Président va donc reprendre ses consultations et choisir un nouveau Premier ministre en concertation avec les présidents des 2 chambres.

De nombreux députés estimaient que les responsables des partis politiques avec lesquels René Préval avait mené la concertation n'étaient pas représentatifs.

### **Fragilité institutionnelle**

**Au Sénat :** Depuis le 8 mai le Sénat ne compte plus que 18 membres : 9 de ses 27 membres ont en effet achevé leur mandat de 2 ans, les autres sénateurs ont été élus pour 4 ou 6 ans. Le quorum restant inchangé, il faudra au moins 16 sénateurs sur 18 pour que le Sénat puisse prendre des décisions.

**Au Parlement :** Les députés devaient, comme le précise la Constitution, partir en vacances le 12 mai. Depuis le 13 mai, ils sont donc en session extraordinaire jusqu'à la ratification du choix du Premier Ministre et de sa déclaration de politique générale ainsi que le vote de la nouvelle loi électorale.

### **Défilé de personnalités étrangères et augmentation de l'aide internationale**

Les visites officielles se sont multipliées depuis les événements d'avril : le Secrétaire d'Etat français à la coopération Alain Joyandet, le Ministre espagnol des Affaires Etrangères, une délégation de la diaspora haïtienne de Floride, une importante délégation internationale dirigée par le Secrétaire Général de l'OEA se sont succédés.

Des promesses d'augmenter l'aide internationale ont été faites par le FMI

Le Secrétaire Générale Nations Unies et les responsables du PAM ont lancé un appel à une aide d'urgence.

La France, l'Espagne, les Etats-Unis ont également annoncé une augmentation de leur aide.

### **Vers une alliance régionale contre la crise alimentaire**

Le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua et Cuba ont signé un accord à Caracas pour la réalisation d'un programme de souveraineté et de sécurité alimentaire pour la région.

Trois jours plus tard, le Nicaragua a accueilli une rencontre des ministres de l'agriculture d'Amérique Centrale et des Caraïbes et des pays membres de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Ils ont débattu d'une proposition qui consiste à mutualiser financements, assistance technique, gestion des aliments après récoltes, et création de centres d'approvisionnement pour disposer de réserves au niveau régional.

Cette réunion ministérielle préparait un sommet des Chefs d'Etats de la région auquel a participé René Préval.

### **Politique Intérieure**

**Licenciements :** L'Autorité portuaire nationale vient de licencier 1100 salariés sur 1863. Ces employés partent avec une indemnité de 12 à 24 mois de salaires. Les employés de Telecommunication Haïti se sont engagés, quant à eux, dans un bras de fer pour obtenir 36 mois de dédommagement suite à leur renvoi il y a un an.

**Formation :** Selon Le Nouvelliste, 13500 nouveaux instituteurs seraient formés d'ici 5 ans par le Ministère de l'Education Nationale. Ce programme de formations des maîtres débiterait le 30 septembre 2008, et aurait pour objectif d'« améliorer l'accès et la qualité de l'éducation pour tous » selon le Ministre de l'Education Nationale Gabriel Bienaimé.

## Objectif

Le Secours Catholique apporte sa contribution à la consolidation des acteurs sociaux en Haïti et au renforcement de leurs propres initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, de construction de la justice sociale et de la paix. Ses domaines d'action prioritaires: l'animation en milieu rural ; le soutien aux initiatives génératrices de revenus, aux mécanismes d'épargne des pauvres et à l'autocréation d'emplois ; la construction de la paix ; la favorisation des échanges d'expériences Sud-Sud.

## Projets en cours :

Programme de renforcement des capacités économiques des femmes dans les diocèses de Port au Prince et de Jérémie.

Programme de développement communautaire intégré dans le diocèse des Cayes.

Programme de Renforcement institutionnel du réseau des Caritas en Haïti.

Projet d'échange d'expériences entre mouvements paysans brésiliens et haïtiens.

## Coordonnées

Secours Catholique – Département Amérique Latine et Caraïbes

106, rue du Bac

75341 PARIS CEDEX 07

dept-amerique-latine-caraibes@secours-catholique.org

Tel : 01 45 49 73 11

## HAÏTI EN FRANCE : AGENDA

- ✓ 28 mai : **Sortie nationale du film « Haïti Chérie »** de Claudio del Punta, sur la question des Haïtiens migrants en République Dominicaine: [www.haiticherie.fr](http://www.haiticherie.fr) , [www.pierregrise.com](http://www.pierregrise.com). Pour connaître les villes de passage de ce film ou pour faire venir les réalisateurs dans votre ville, veuillez contacter Grégory Pétrel au 01 45 44 20 45.ou par email à [gregory@pierregrise.com](mailto:gregory@pierregrise.com).
- ✓ 31 mai, Lille (59) : La communauté haïtienne de Lille organise **un concert de Gospel** à l'église Saint Calixte Lambersart. Participation : 10 euros en soutien à l'association " Famn Debrouya" en Haïti qui propose des microcrédits. Renseignements : 06 70 26 46 80 ou 03 20 58 22 57.
- ✓ 14 juin, Chambles (42) : L'association Ass'Hum organise la **2ème marche autour de Chambles** avec pour objectif de faire connaître Haïti mais également de trouver des financements pour ses actions en Haïti. Contacts : [www.asshum.org](http://www.asshum.org) ; [email@asshum.org](mailto:email@asshum.org) ; 09 52 10 55 32
- ✓ 28 Juin, Saint Denis (93): La Plateforme des Associations Franco-Haïtiennes (PAFHA) organise les **5<sup>e</sup> journée portes ouvertes des associations franco-haïtiennes** de 10h à 22h. Stands des associations, tables rondes, conférences et débats, restauration et concerts sont au programme. Lieu : Bourse du travail, 11, rue Génin 93210 Saint-Denis - Métro ligne 13 - Arrêt Saint-Denis Porte de Paris.

(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur [www.collectifhaiti.fr](http://www.collectifhaiti.fr), rubrique Agenda)

## LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE

### Nouveau membre coopté au Conseil d'Administration du Collectif Haïti de France

Le dernier CA du CHF a accueilli un nouveau membre coopté par le Bureau. M. Frantz Cadet représentera désormais les associations franco-haïtiennes de la région Midi-Pyrénées rassemblées autour du CHAMP, Collectif Haïti des Associations de Midi-Pyrénées, dont il a été élu président .

### Appel aux dons du Collectif Haïti de France

Les besoins alimentaires en Haïti ne sont pas nouveaux ; on considère que 25 % de la population est en état de sous nutrition. Mais la situation s'est terriblement dégradée.

Le Collectif Haïti de France lance un appel aux dons pour appuyer un développement rapide de la

production alimentaire en Haïti, grâce au projet de l'ONG haïtienne Veterimed « agriculture urbaine ». *Ce projet permettra à 600 familles des zones populaires urbaines de produire en moins de 3 mois, sur des micros surfaces (toits des maisons, balcons, petites cours ...), des aliments pour l'autoconsommation et/ou pour la vente. Ce projet permettra aussi de tester sur une échelle assez importante de nouveaux modes de production agricole en milieu urbain.*

Veuillez adresser votre chèque, en précisant au dos « Urgence Alimentaire en Haïti- Don », à l'adresse suivante:

Collectif Haïti de France,  
21 ter rue Voltaire,  
75011 Paris.